



Assemblée générale

Distr. générale
28 octobre 2014
Français
Original : anglais

Soixante-neuvième session
Cinquième Commission
Point 113 d) de l'ordre du jour
Nominations aux sièges devenus vacants
dans les organes subsidiaires et autres nominations

Nomination de membres de la Commission de la fonction publique internationale

Note du Secrétaire général

1. Comme il est indiqué dans le document A/69/104, l'Assemblée générale devra, à la présente session, nommer cinq personnes aux sièges qui deviendront vacants à la Commission de la fonction publique internationale le 1^{er} janvier 2015.

2. Les membres de la Commission dont le mandat vient à expiration le 31 décembre 2014 sont les suivants :

Kingston Papie Rhodes (Sierra Leone) (Président);
Marie-Françoise Bechtel (France);
Emmanuel Oti Boateng (Ghana);
Carleen Gardner (Jamaïque);
Eugeniusz Wyzner (Pologne).

Il faudra donc nommer :

Deux membres représentant les États d'Afrique;
Un membre représentant les États d'Europe orientale;
Un membre représentant les États d'Amérique latine et des Caraïbes;
Un membre représentant les États d'Europe occidentale et autres États.

3. Les États Membres ont présenté les candidatures suivantes :

a) Pour les deux sièges revenant aux États d'Afrique :

Emmanuel Oti Boateng (Ghana);
Kingston Papie Rhodes (Sierra Leone);

b) Pour le siège revenant aux États d'Europe orientale :

Eugeniusz Wyzner (Pologne);



- c) Pour le siège revenant aux États d'Amérique latine et des Caraïbes :
Carleen Gardner (Jamaïque);
- d) Pour le siège revenant aux États d'Europe occidentale et autres États :
Marie-Françoise Bechtel (France).

4. La nomination des membres de la Commission est régie par les dispositions des articles 3, 4 et 5 du Statut de cette dernière. En application de ces dispositions et conformément aux paragraphes 3 et 4 de section II de la résolution 43/226 de l'Assemblée générale, le Secrétaire général a engagé des consultations avec les États Membres (par l'intermédiaire des présidents des divers groupes régionaux), les chefs de secrétariat des autres organismes, les représentants du personnel (par l'intermédiaire de la Fédération des associations de fonctionnaires internationaux et du Comité de la coordination des associations et syndicats internationaux du personnel du système des Nations Unies) et le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

5. À l'issue de consultations entre les États Membres, les États d'Afrique ont décidé d'approuver la candidature de M. Rhodes, les États d'Europe orientale, celle de M. Wyzner, les États d'Amérique latine et des Caraïbes, celle de M^{me} Gardner, et les États d'Europe occidentale et autres États, celle de M^{me} Bechtel.

6. Le Secrétaire général présente donc à l'examen de la Cinquième Commission la liste des candidats proposés pour pourvoir, pendant une période de quatre ans commençant le 1^{er} janvier 2015, les postes vacants à la Commission de la fonction publique internationale :

- a) Pour les États d'Afrique :
Emmanuel Oti Boateng (Ghana);
Kingston Papie Rhodes (Sierra Leone);
- b) Pour les États d'Europe orientale :
Eugeniusz Wyzner (Pologne);
- c) Pour les États d'Amérique latine et des Caraïbes :
Carleen Gardner (Jamaïque);
- d) Pour les États d'Europe occidentale et autres États :
Marie-Françoise Bechtel (France).

7. Les curriculum vitæ des candidats sont présentés dans l'annexe à la présente note.

Annexe

Curriculum vitae*

Emmanuel Oti Boateng (Ghana)

Emmanuel Oti Boateng, professeur émérite, est un chef traditionnel respecté, une éminente personnalité nationale et internationale et un chercheur de renom.

Le 26 octobre 1992, M. Boateng a été intronisé Omanhene (Roi et chef traditionnel) de l'État de New Juaben (Ghana) et s'est ainsi vu accorder le titre de *Daasebre* (Sa Bienveillance). Il était préalablement statisticien de l'État, poste dans lequel il s'est distingué pendant une période record de près de 18 ans (1982-2000).

M. Boateng a obtenu une licence en économie avec mention bien de l'Université du Ghana, une maîtrise de statistique de la London School of Economics and Political Science et un doctorat en statistique de l'Université de Liverpool (Royaume-Uni). Dans sa thèse de doctorat, il a formulé un algorithme algébrique permettant de calculer l'inverse d'une matrice tridiagonale symétrique. Il est l'auteur de plus de 80 publications techniques sur la statistique, l'informatique, la gouvernance, l'économie et diverses questions de politique générale.

Sa carrière a débuté en 1963 à Francfort, au département étranger de la plus grande banque allemande, la Deutsche Bank. En 1966, il a travaillé à la Boston Edison Company, aux États-Unis, où il a réalisé une analyse statistique de l'évolution économique de la société par rapport à celle de l'économie des États-Unis.

Durant son mandat de statisticien de l'État, M. Boateng a fait du Bureau de statistique du Ghana l'un des meilleurs d'Afrique. Il a coordonné et supervisé la publication de plus de 350 ouvrages de statistique qui ont inspiré d'importantes décisions de politique nationale et a dirigé avec succès le recensement de population de 1984, mené à une époque où le pays connaissait des difficultés économiques.

De 1983 à 1998, M. Boateng a été membre de la Commission de statistique des Nations Unies, dont il est devenu en 1987 le premier Africain. Il a également été le premier Africain à diriger la Conférence internationale des statisticiens, celle-ci l'ayant élu Président à sa quinzième session, tenue à Genève en janvier 1993.

En tant que chef traditionnel, M. Boateng est à la fois administrateur et arbitre; il mobilise son peuple en faveur du développement, règle les différends et préside diverses commissions judiciaires régionales et nationales. Il a sensiblement renforcé le Conseil traditionnel de l'État de New Juaben, institution qui œuvre à la prospérité de la population locale.

La célébration de la Journée africaine de la statistique, le 18 novembre, vient d'une proposition formulée par M. Boateng à la réunion des directeurs des bureaux de statistique des pays de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) qui s'est tenue à Accra en 1987 sous sa présidence. La proposition a été approuvée par les participants à la réunion, puis par les ministres des pays de la CEDEAO, avant d'être adoptée par l'Union africaine.

Durant le mandat du premier Président de la quatrième République (1993-1997), M. Boateng a siégé au Conseil d'État. Il est actuellement membre de la Maison nationale des chefs, dont il préside la commission financière. Il est

* Les curriculum vitae des candidats ne sont pas revus par les services d'édition.

également l'avant-dernier Président en date de la Maison des chefs des régions de l'est du pays.

M. Boateng a siégé dans plusieurs grands organes nationaux, dont la Commission de planification du développement (1993-2000), le Conseil de la population (2002-2009), le Conseil d'administration communautaire de l'eau et de l'assainissement (2006-2010), la Commission judiciaire chargée d'examiner les questions liées au règlement traditionnel des différends (2010-2011) et la Commission de lutte contre le sida du Ghana (depuis 2009), ainsi qu'au Conseil d'administration de l'Autorité du bassin de la Volta (2001-2007).

En tant que membre de l'Assemblée constituante, où il a siégé en 1978 et 1979, M. Boateng a grandement contribué à la rédaction de la Constitution de 1979; en outre, sa proposition visant à créer un service national de statistique a été approuvée par l'Assemblée et a abouti à l'adoption de la loi de 1985 sur le Service de statistique.

Pendant 16 ans (1983-1999), M. Boateng a été membre de la Commission tripartite nationale chargée des négociations sur les salaires minimum et les conditions de travail, dont il a présidé le sous-comité technique.

Membre de la Commission de la fonction publique internationale depuis 2003, M. Boateng a grandement contribué aux travaux de la Commission, et notamment à l'examen et à la simplification du régime commun des traitements, indemnités et autres prestations et au suivi des résultats de l'étude pilote sur la rémunération aux résultats et l'utilisation d'un barème à fourchettes élargies. De 1993 à 2003, il a été membre du Comité consultatif pour les questions d'ajustement.

Le 23 septembre 2003, M. Boateng a été nommé professeur émérite de statistique par l'Université All Nations de Koforidua (Ghana), où, en octobre 2005, il a donné une conférence inaugurale sur le thème « Electoral boundaries review and population census periodicity: the need for precision and synchronicity in the process », dans laquelle il a démontré la nécessité de prévoir dans la législation nationale l'organisation de recensements de population à intervalle régulier.

La brillante carrière universitaire de M. Boateng et l'expérience qu'il a acquise dans le domaine de la statistique ont été saluées dans *International Leaders of Achievement*, publié par l'International Biographical Centre de Cambridge (Royaume-Uni) en 1988. M. Boateng a par ailleurs été nommé Directeur général honoraire de l'IBC.

M. Boateng a commencé sa carrière d'enseignant en 1964 comme professeur de mathématiques à l'école secondaire Opoku Ware, à Kumasi (Ghana). De 1969 à 1982, il a été chargé de recherches principal et directeur des études à l'Institut de recherches statistiques, sociales et économiques de l'Université du Ghana, où il enseignait la statistique, l'économie, le traitement des données et la programmation informatique. En juin 2007, le Département des sciences économiques de l'Université du Ghana lui a décerné la médaille du mérite pour sa contribution exceptionnelle à l'enseignement et à la pratique de la statistique.

En juillet 2008, M. Boateng a reçu la médaille de l'Ordre de la Volta (division civile) pour services exceptionnels rendus dans la fonction publique et en tant que chef traditionnel. Le 31 juillet 2008, le maire de Rochester (États-Unis), Robert J. Duffy, lui a remis la clef de la ville en reconnaissance de sa contribution à la promotion du jumelage. En 2008 également, l'American Biographical Institute a

établi la Daasebre Oti Boateng Award Foundation, qui récompense les plus éminents statisticiens de la planète.

M. Boateng est l'auteur de l'ouvrage intitulé *Barack Obama – Africa's Gift To The World*, écrit en juillet 2009 pour célébrer la visite en Afrique, et notamment au Ghana, du premier Président afro-américain.

Après avoir survécu au tremblement de terre de magnitude 8,8 qui a ravagé Santiago le 27 février 2010, M. Boateng a conçu un modèle novateur de réduction des risques et de développement local durable afin d'aider l'humanité à préparer un avenir meilleur.

Le 21 août 2010, au Forum mondial, M. Boateng a été nommé Vice-Recteur de la World Academy of Letters au St. John's College de l'Université de Cambridge (Royaume-Uni).

En mars 2012, pendant la guerre en Afghanistan, M. Boateng a fait partie d'une mission de sept personnes envoyée sur place par l'ONU pour rencontrer les membres du personnel des Nations Unies en poste dans le pays en vue d'améliorer leur moral et leurs conditions de vie et de travail. En 2008, il a participé à d'autres missions du même type en Côte d'Ivoire et au Libéria.

Le 19 avril 2012, sur invitation de Lord David Alton, M. Boateng a visité la Chambre des Lords, bastion de la démocratie britannique.

M. Boateng est l'auteur d'un ouvrage paru en 2013 sous le titre *Development in Unity Volume One*, recueil de 40 années de travaux de recherche, d'articles publiés, de discours et d'exposés présentés à l'occasion de séminaires ou d'entretiens à la radio, ouvrage dans lequel il s'appuie à la fois sur sa vaste expérience universitaire et sur sa grande connaissance des questions traditionnelles, nationales et internationales complexes pour proposer des solutions aux problèmes de développement auxquels l'humanité fait face.

Du fait du rôle exceptionnel qu'il a joué dans l'histoire culturelle du Ghana en créant, au lendemain de l'indépendance du pays, le festival de l'*Akwantukese* (la « Grande migration »), qui a fait sortir de l'oubli un pan important de l'histoire du peuple ashanti, M. Boateng est devenu un véritable héros dans son pays.

Lorsqu'il était Recteur de l'Université All Nations, située dans l'État dont il est originaire, M. Boateng a permis à l'Université de devenir un centre mondial d'excellence grâce au lancement dans l'espace, en mai 2013, du premier satellite miniature (CAMSAT) conçu par une université située au sud du Sahara.

En avril 2013, le Président ghanéen a nommé M. Boateng membre de l'équipe spéciale présidentielle chargée d'effectuer les travaux préparatoires à la création d'une université publique dans l'est du Ghana.

Le 17 décembre 2013, M. Boateng a reçu la plus haute distinction conférée par l'association Distinguished Scholars of Africa, en remerciement de sa contribution exceptionnelle dans les domaines universitaire, public et culturel en Afrique.

S'inspirant du modèle de réduction des risques et de développement local durable qu'il a établi en 2010, M. Boateng s'emploie actuellement à concevoir un modèle intégré de développement économique consistant à utiliser les institutions de gouvernance autochtones et des systèmes d'appui communautaires, dont l'efficacité n'est plus à prouver, pour bâtir des économies locales autonomes et viables à long terme.

Kingston Papie Rhodes (Sierra Leone)

Expérience professionnelle

Kingston P. Rhodes est actuellement Président de la Commission de la fonction publique internationale (CFPI), créée par l'Assemblée générale pour assurer la réglementation et la coordination des conditions d'emploi dans les organismes appliquant le régime commun des Nations Unies. M. Rhodes dirige les travaux que le secrétariat de la Commission mène en vue d'uniformiser les conditions d'emploi dans la fonction publique internationale en instaurant des normes, méthodes et dispositions communes concernant le personnel. Dans l'exercice de ses fonctions, il préside les sessions bisannuelles de la Commission et publie les décisions de celles-ci, à charge pour les chefs de secrétariat des organisations appliquant le régime commun de les appliquer.

En sa qualité de Président de la Commission, M. Rhodes s'est employé à renforcer encore la contribution de celle-ci à l'amélioration des systèmes de gestion des ressources humaines des organismes des Nations Unies appliquant le régime commun. Tout dernièrement, la Commission a ainsi harmonisé les conditions d'emploi des fonctionnaires en poste dans les lieux d'affectation famille non autorisée, publié une version révisée des Normes de conduite de la fonction publique internationale et établi des cadres de gestion des ressources humaines et de gestion de la performance.

De janvier 2000 à décembre 2004, M. Rhodes a été Secrétaire exécutif de la Commission, c'est-à-dire chef de l'Administration, en qualité de quoi il était chargé d'administrer le secrétariat et de diriger l'élaboration des politiques de rémunération et de gestion des ressources humaines. Il a représenté la CFPI aux réunions de la Cinquième Commission, où son rôle consistait à expliquer les vues et les recommandations formulées par la Commission dans son rapport annuel. Il a également été cosecraire du Groupe de haut niveau chargé d'examiner le renforcement de la fonction publique internationale, créé par le Secrétaire général pour examiner le fonctionnement de la Commission.

De 1980 à 1999, M. Rhodes a occupé des postes à responsabilité de plus en plus élevée au secrétariat de la CFPI. Il a d'abord été statisticien à la Division du coût de la vie, puis attaché de recherches chargé d'étudier les questions liées aux traitements et prestations à la Division des traitements et des indemnités. En 1992, il est retourné à la Division du coût de la vie, où il a occupé le poste de chef adjoint avant d'être nommé, en 1995, chef de la Division et Secrétaire du Comité consultatif pour les questions d'ajustement, organe subsidiaire composé d'experts chargés de conseiller la Commission sur les questions de méthode statistique. En cette dernière capacité, il a dirigé les travaux visant à établir un système permettant d'égaliser le pouvoir d'achat des fonctionnaires des organismes des Nations Unies, tous lieux d'affectation confondus. Il a en outre fourni à la Commission des conseils techniques sur des questions de statistique et multiplié les contacts avec les principaux instituts de statistique du monde entier.

De 1969 à 1980, M. Rhodes a servi dans la fonction publique sierra-léonaise, qu'il a quittée Directeur adjoint par intérim du Bureau central de statistique. Il a également occupé des postes à temps partiel dans l'enseignement, à savoir chargé de cours sur les méthodes quantitatives au Département des sciences économiques de l'Université de Sierra Leone, chargé de cours sur les statistiques à l'Institut de

formation des agents du service public, sous-directeur de l'enseignement au Centre de formation avancée en statistique de Munich et consultant en statistique auprès de l'Université de Californie dans le cadre de l'enquête nutritionnelle que celle-ci a menée en Sierra Leone en 1978. Il a ensuite été détaché pendant une année auprès du Bureau du recensement et du Bureau des statistiques du travail des États-Unis.

En 2006, M. Rhodes a représenté le Gouvernement sierra-léonais auprès de la Cinquième Commission à la soixante et unième session de l'Assemblée générale. Au début des années 70, il a représenté le Gouvernement sierra-léonais à la cinquième session de la Commission des statistiques agricoles pour l'Afrique, puis de nouveau à la septième session, dont il a assuré la vice-présidence.

M. Rhodes a obtenu des diplômes universitaires de troisième cycle de l'Institut des sciences économiques et statistiques de Moscou et de l'Université George Washington de Washington.

En 2012, M. Rhodes a reçu la médaille de l'Ordre du Rokel, qui lui a été accordée par le Président en remerciement de services éminents rendus à la communauté internationale. La même année, l'Institut des relations internationales de Moscou lui a décerné un doctorat *honoris causa* pour sa contribution au renforcement de la paix, de la coopération internationale et de l'amitié entre les nations.

M. Rhodes maîtrise l'anglais, le russe et le français.

Eugeniusz Wyzner (Pologne)

Éducation

Diplôme de droit international de l'Université de Varsovie

Études postuniversitaires à l'Académie de droit international de La Haye

Expérience professionnelle à des postes de responsabilité et de gestion du personnel dans l'administration publique (art. 3 du Statut de la Commission de la fonction publique internationale)

Membre et Vice-Président de la Commission de la fonction publique internationale

Au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, M. Wyzner a été Secrétaire général adjoint à l'information (1992-1993) et Secrétaire général adjoint aux services de conférence et chargé de fonctions spéciales (1982-1992). Dans le cadre de la gestion des deux grands départements placés sous sa direction, il a participé à l'élaboration et à l'application de diverses mesures de réforme visant à garantir aux États Membres des services de conférence et d'information efficaces et de la plus haute qualité.

M. Wyzner a longtemps participé aux activités des organismes des Nations Unies s'occupant de diverses questions liées au personnel. Il a été Président du Comité des nominations et des promotions (1991-1993), du Comité directeur pour l'amélioration de la situation des femmes au Secrétariat (1989-1992) et du Comité des publications (1982-1993), et membre du Comité de la planification et de la budgétisation des programmes (1984-1993) et du Groupe consultatif de haut niveau sur la réforme administrative (1983-1984).

M. Wyzner a occupé dans la fonction publique polonaise divers postes exigeant des compétences en matière de gestion. En 1998 et 1999, il a été Ambassadeur et Représentant permanent de la Pologne auprès de l'Organisation des Nations Unies, en 1996 et 1997, Secrétaire d'État et Premier Vice-Ministre des affaires étrangères et, en 1994 et 1995, secrétaire parlementaire et Vice-Ministre des affaires étrangères. De 1994 à 1997, il a été Vice-Président de la délégation polonaise auprès de l'Assemblée générale.

Après avoir été Représentant permanent de la Pologne auprès de l'Office des Nations Unies et d'autres organisations internationales à Genève (1973-1978), M. Wyzner est devenu Directeur du Département des organisations internationales au Ministère polonais des affaires étrangères. Il a commencé sa carrière au Ministère comme chef de la Section des traités, avant de devenir, en 1972, Directeur du Département des affaires juridiques et des traités.

Autres activités professionnelles et onusiennes

Délégué à de nombreuses sessions de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social

Président du Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2000

Commissaire général de l'ONU à l'Expo 93, organisée en République de Corée

Président du Comité des expositions de l'ONU (1992-1993)

Président du Comité supérieur consultatif pour les services destinés au public (1992-1993)

Président de la Réunion interorganisations concernant les services linguistiques, la documentation et les publications (1982-1991)

Président de la Commission du désarmement (1982)

Président du Sous-Comité juridique du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (jusqu'en 1982)

Membre du Conseil d'administration de l'Académie mondiale pour la paix (New York), de l'Institut international de droit spatial (Paris) et de l'Institut des congrès internationaux (Salzbourg)

Autres fonctions exercées en Pologne

Actuellement Vice-Président de l'Association Jan Karski et membre du Conseil des ambassadeurs de l'Académie européenne de diplomatie

Vice-Président du Comité polonais pour la célébration du cinquantenaire de l'ONU (1994-1996)

Président du Conseil gouvernemental pour l'application de la Convention sur l'interdiction des armes chimiques (1996-1997)

Membre du Comité pour la recherche spatiale de l'Académie polonaise des sciences (1996-1997)

Distinctions

M. Wyzner a reçu de nombreuses distinctions polonaises, dont la Grande-Croix de l'Ordre de la Polonia Restituta et le titre d'Ambassadeur *ad personam*; il a reçu du Président français les insignes de la Légion d'honneur et a été fait membre de l'Ordre du Phénix par le Président de la Grèce; et le Secrétaire général lui a rendu hommage pour services éminents à l'appui des opérations de maintien de la paix des Nations Unies.

Publications

M. Wyzner est l'auteur de plusieurs ouvrages concernant divers sujets d'intérêt international, dont l'Organisation des Nations Unies.

Connaissances linguistiques

Polonais, anglais, français, russe

Carleen Gardner (Jamaïque)

M^{me} Gardner a été nommée par l'Assemblée générale pour siéger à la Commission de la fonction publique internationale de janvier 2011 à décembre 2014. Elle est membre du Groupe de travail chargé de réviser le Cadre de gestion des ressources humaines et du Groupe de travail chargé d'examiner la structure du système de rémunération des organismes des Nations Unies.

Spécialiste des ressources humaines, M^{me} Gardner dispose d'une vaste expérience acquise aux niveaux régional et international dans les domaines de l'évaluation des emplois, des traitements, des enquêtes sur les salaires, de l'architecture et du développement organisationnels, de la gestion de la performance et du perfectionnement du personnel. Outre qu'elle a passé plusieurs années à des postes de direction dans le système des Nations Unies, elle dispose d'une solide formation universitaire et d'une grande expérience en matière de conseil.

Éducation

Maîtrise de gestion des organisations, Université George Washington (États-Unis) (1987)

Maîtrise en sciences de l'éducation, Université Howard (États-Unis) (1972)

Licence en français et en sociologie, Université Howard (États-Unis) (1970)

Formation

Suivi et évaluation des projets de développement, Programme international de formation en évaluation du développement, Université Carleton/Banque mondiale (Canada) (2006)

Gestion de projets, ESI International/Université George Washington (États-Unis) (2006)

Négociation du changement, Université de Harvard (États-Unis) (1997)

Conseil de gestion, Université de Delft (Pays-Bas) (1982)

Expérience internationale

M^{me} Gardner a travaillé dans les pays suivants : Afghanistan, Afrique du Sud, Antigua-et-Barbuda, Barbade, Côte d'Ivoire, Gambie, Inde, Italie, Jamaïque, Kenya, Libye, Nigéria, République démocratique du Congo, Rwanda, Sénégal, Thaïlande et Trinité-et-Tobago.

Appartenance à des associations professionnelles et des services de la fonction publique

- International Development Evaluation Association
- Comité jamaïcain d'étude du régime des traitements
- Conseil de la productivité
- Conseil de supervision des projets du Gouvernement jamaïcain
- Comité exécutif de l'Institut jamaïcain des consultants en gestion (ancienne membre)

Compétences linguistiques

Anglais (langue maternelle), français et italien (courants), espagnol (bonne connaissance)

Expérience professionnelle

2007-2009 Présidente-directrice générale de UWI Consulting, University of the West Indies (Jamaïque)

M^{me} Gardner a mobilisé les ressources intellectuelles de la University of the West Indies (UWI) pour offrir des services de conseil à des gouvernements, des organisations internationales et des organisations du secteur privé de la région des Caraïbes. Elle a dirigé des projets pour le compte des entités suivantes :

- Le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU (dans le cadre de programmes consacrés à la gestion des ressources humaines et à l'efficacité de l'aide au développement);
- Le Bureau de la Conseillère spéciale pour la problématique hommes-femmes et la promotion de la femme (dans le cadre des travaux préparatoires à la création d'ONU-Femmes);
- Le Département des affaires politiques de l'ONU (à l'occasion de l'élaboration d'un cadre stratégique de collaboration entre l'ONU et la Communauté des Caraïbes).

M^{me} Gardner a également coordonné des projets pour le compte de l'Union européenne, ainsi que le projet de reconversion des travailleurs du secteur bananier mené par la Fondation HEART et l'Agence jamaïcaine pour la formation.

M^{me} Gardner a piloté la conception du programme de renforcement des compétences du personnel d'encadrement mené par le Canada et la Communauté des Caraïbes pour le compte de l'Agence canadienne de développement international.

2004-2006 Directrice exécutive adjointe du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) (New York)

A dirigé les services mondiaux de gestion de projets fournis aux organismes des Nations Unies et aux gouvernements

2000-2004 Sous-Directrice générale du Département des affaires générales et de l'information de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) (Rome)

A contribué à donner plus de retentissement aux activités de la FAO et à mobiliser les énergies en faveur de la campagne mondiale contre la faim. A été élue secrétaire générale de la Conférence et du Conseil de la FAO

1998-2000 Directrice du Département de la gestion des ressources humaines de la FAO (Rome)

A contribué à la réalisation des objectifs stratégiques de l'organisation

A représenté la FAO à des réunions de la Commission de la fonction publique internationale

Membre du groupe de travail de la CFPI qui a élaboré le premier cadre de gestion des ressources humaines

Membre du Conseil d'administration de l'École des cadres des Nations Unies

1995-1998 Directrice adjointe du Département de la gestion des ressources humaines du Programme des Nations Unies pour le développement (New York)

A aidé le Directeur du Département à atteindre les objectifs stratégiques fixés en matière de ressources humaines, y compris le remaniement de la Division du personnel, devenue la Division de la gestion des ressources humaines

A mis en œuvre un système d'évaluation et de notation des coordonnateurs résidents axé sur les compétences

1994-1995 Maître de recherches au Mona Institute of Business (devenu la Mona School of Business and Management), University of the West Indies (Jamaïque)

A enseigné la gestion des ressources humaines au niveau universitaire supérieur

A créé un réseau de consultants chargé de fournir des services aux secteurs public et privé

1990-1993 Administratrice générale de Hillcrest House Management Consultants (Kingston)

A fourni au Gouvernement et au secteur privé des services de conseil sur la réforme du secteur public, le renforcement des institutions et la mise en valeur des ressources humaines

1988-1990 Directrice du Bureau de la coopération avec le Canada (Kingston)

A créé et dirigé le bureau national d'appui au programme mené par l'Agence canadienne de développement international en Jamaïque

1980-1987 Cadre supérieur chez KPMG Peat Marwick (Kingston)

En tant que directrice du service de développement organisationnel du bureau d'études KPMG Peat Marwick en Jamaïque, s'occupait des questions liées aux régimes de traitement et à l'évaluation des emplois, à la réorganisation institutionnelle, aux politiques et procédures relatives au personnel, aux enquêtes sur les salaires et aux audits de gestion

1977-1980 **Consultante indépendante en sociologie (Jamaïque)**
A mené des enquêtes sociologiques et des études de faisabilité sociale pour le compte de donateurs internationaux, notamment USAID et la FAO.

1973-1977 **Planificatrice sociale pour le Gouvernement jamaïcain**
A mené des enquêtes sociales et établi des plans de développement social dans le cadre de programmes de développement rural et urbain

Marie-Françoise Bechtel (France)

I. Fonctions et activités professionnelles principales

Depuis juin 2012	Députée à l'Assemblée nationale, Vice-Présidente de la Commission des lois
2003-2012	Conseil d'État (conseil du Gouvernement et Cour suprême dans l'ordre administratif) Membre de la section de l'intérieur du Conseil d'État : <ul style="list-style-type: none"> • Conseillère juridique du Gouvernement en matière d'administration • Statuts des fonctionnaires et agents publics, collectivités territoriales • Justice, affaires intérieures et immigration • Culture et communication, éducation et université Membre de la section du contentieux du Conseil d'État : <ul style="list-style-type: none"> • Juge en dernier ressort de litiges relatifs aux collectivités territoriales (structures, financement, gestion du personnel), aux questions d'environnement, aux élections locales et européennes
De 2000 à 2003	Directrice de l'ENA (École nationale d'administration) <ul style="list-style-type: none"> • Gestion de l'établissement public (finances, personnel, orientation de l'action, définition des projets nationaux et de coopération internationale) • Organisation du recrutement et de la formation des élèves, futurs administrateurs dans l'ensemble des domaines de la fonction publique française • Conduite de missions de coopération internationale en matière de formation des administrateurs, notamment en Europe de l'Ouest et de l'Est, au Liban, en Syrie et en Chine
De 1999 à 2000	Conseillère juridique du Ministre de l'intérieur
De 1993 à 1999	Maître des requêtes puis conseillère d'État <ul style="list-style-type: none"> • Assesseur à la section du contentieux (contentieux de l'urbanisme, ensemble des questions relatives aux territoires d'outre-mer, fonction publique d'État)
De 1992 à 1993	Conseillère du Ministre de la justice <ul style="list-style-type: none"> • Pour les questions constitutionnelles et les statuts de droit public (agents pénitentiaires, éducateurs spécialisés, personnels non magistrats des tribunaux et cours)

De 1986 à 1992	Maître des requêtes au Conseil d'État <ul style="list-style-type: none"> • Conseillère juridique du Gouvernement (questions soumises à la section de l'intérieur) et juge au contentieux (fiscalité)
De 1984 à 1986	Conseillère du Ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur <ul style="list-style-type: none"> • Ensemble des questions relatives aux établissements privés d'enseignement (financement, statut des maîtres, contrôle)
De 1980 à 1986	Auditeur puis maître des requêtes au Conseil d'État

II. Autres activités publiques

Depuis 2010	Membre de la CFPI (Commission de la fonction publique internationale) de l'ONU <ul style="list-style-type: none"> • Participation aux sessions annuelles • Participation à des groupes de travail : <ul style="list-style-type: none"> – 2010 (Lisbonne) : pensions/ajustement de la marge – 2012 (Moscou) : réforme en matière de retraites (comparaison) – 2014 (Genève) : systèmes de rémunération de la performance • Participation à la mission auprès de la MANUA à Kaboul (gestion du personnel, problème du congé de détente, primes), mars 2012
De 2002 à 2009	Membre du CEPA (Comité d'experts en administration publique) de l'ONU <ul style="list-style-type: none"> • Interventions sur les thèmes annuels déclinant les questions de gouvernance, notamment exposé en 2009 « Gestion des ressources humaines : enjeux globaux et recommandations », étude comparatiste • Participation en 2003 au Forum mondial « Reinventing Government » (Mexico)
De 2004 à 2012	Présidente de section à la Cour nationale du droit d'asile
De 1990 à 2003	Membre du Tribunal des conflits (1997-99) Membre et rapporteuse générale du Comité consultatif pour la révision de la Constitution (1992-1993) Rapporteuse à la Commission des pensions militaires (1980-82)
De 1983 à 1990	Maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris

III. Publications

Revue française d'administration publique : Chroniques de 1986 à 1999 sur la plupart des domaines intéressant l'administration et les politiques publiques

Cahiers de la fonction publique : « La réforme de l'ENA », 2003;
« L'évaluation des fonctionnaires au mérite et le principe du concours », 2004

IV. Interventions publiques

Interventions à la tribune de l'Assemblée nationale, à la Commission des lois ou dans les médias sur des questions de justice, décentralisation, sécurité, fonction publique, éducation, enseignement supérieur
